



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Fourniture de dispositifs médicaux du domaine de  
l'orthopédie**

---

**Centre Hospitalier Universitaire de Lille**  
2 Avenue Oscar Lambret  
59037 LILLE CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Durée et délais d'exécution.....	5
3.1 - Durée du contrat .....	5
3.2 - Reconduction .....	5
4 - Prix .....	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
4.2 - Modalités de variation des prix .....	8
5 - Garanties Financières.....	9
6 - Avance .....	9
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
6.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
7 - Modalités de règlement des comptes .....	9
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
7.3 - Délai global de paiement .....	9
7.4 - Paiement des cotraitants .....	10
8 - Conditions d'exécution des prestations .....	10
9 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
9.1 - Vérifications .....	11
9.2 - Décision après vérification .....	12
10 - Garantie des prestations.....	12
11 - Pénalités .....	12
11.1 - Pénalités de retard .....	12
12 - Assurances .....	12
13 - Résiliation du contrat .....	13
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	13
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
14 - Règlement des litiges et langues .....	13
15 - Clauses complémentaires.....	13
16 - Dérogations .....	15

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Fourniture de dispositifs médicaux du domaine de l'orthopédie.

Le détail des références objet du présent accord-cadre est présenté en annexe 1. au CCTP Catalogue des besoins. L'accord-cadre prévoit en outre, suivant le détail reporté dans l'annexe 1 susvisée :

-> La mise en dépôt ou le prêt d'implants et/ou ancillaires pour les lots 1 à 149, 152, 153, 157, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 178, 179, 180, 181, 203, 204, 206, 207, 208, 212, 213, 214, 215, 217, 218 et 224.

-> La mise en dépôt ou le prêt s'agissant des lots de prothèses sur mesure et des lots de prothèse de reconstruction, c'est à dire les lots 210, 211, 219, 220, 221, 222 et 223.

-> La mise à disposition d'équipements pour les lots 6, 28, 45, 53 et 54.

Les produits et prestations prévues sont fournies pour le compte d'un, plusieurs, ou la totalité des établissements listés au CCAP. Chaque lot ne vise en effet que ceux de ces établissements pour le compte desquels une quantité au moins égale à 1 unité, pour au moins une référence du lot, a été fixée en annexe 2. Tableau des quantités au CCTP, à l'exclusion donc des établissements n'ayant renseigné aucune quantité pour aucune des références du lot.

Lorsqu'un établissement bénéficie d'un lot, il bénéficie de l'intégralité des références qui le composent, qu'il ait ou non présenté des quantités pour chacune de ces références.

Les dimensions présentées dans les annexes 1 et 2 au CCTP font l'objet d'une marge de tolérance du Centre Hospitalier appréciée, au cas par cas, selon le caractère raisonnable et compatible avec le besoin du Centre Hospitalier de l'écart introduit sur ces dimensions par le Titulaire, ce dernier demeurant toutefois engagé sur les dimensions de chacune des références au titre desquelles son offre a été retenue.

L'accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le Centre Hospitalier dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Par exception toutefois, les lots 210, 211, 219, 220, 221, 222 et 223 sont exécutés via la passation de marchés subséquents, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu entre, d'une part :

- Le CHU de Lille, ci-après désigné "*le CHU de Lille*", sis 2 avenue Oscar Lambret, 59307 Lille Cedex, habilité en sa qualité d'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire à signer le présent marché public pour le compte du ou des établissements suivants, en application de l'article R6132-16 du Code de la santé publique :

- > Le propre compte du CHU de Lille,

- > Le CH de Tourcoing, sis 155 rue du Président Coty, 59208 Tourcoing cedex, ci-après désigné "*le CH de Tourcoing*",

- > Le GH Seclin Carvin, sis Route d'Apolda, BP 109, 59471 Seclin Cedex, ci-après désigné "*Le GH Seclin Carvin*",

- > Le CH de Roubaix, sis 35, rue de Barbieux, CS60359, 59056 Roubaix Cedex, ci-après désigné "*le CH de Roubaix*",

- > Le CH d'Armentières, sis 112 rue Sadi Carnot, BP189, 59421 Armentières Cedex, ci-après désigné "*le CH d'Armentières*",

- > Le CH d'Hazebrouck, sis 1 rue de l'Hôpital, BP90, 59524 Hazebrouck, ci-après désigné "*le CH d'Hazebrouck*".

Et, d'autre part :

- Le co-contractant ou le groupement identifié à l'acte d'engagement, ci-après désigné "le Titulaire"

En application de l'article R6132-16 susvisé, son exécution est assurée, pour la part des prestations qui le(s) concerne(nt), par l'établissement ou chacun des établissements pour le compte du ou desquels l'accord-cadre est conclu. A ce titre, lorsqu'une stipulation de ce dernier vise l'établissement ou chacun des établissements pour la part des prestations qui le(s) concerne(nt), le terme "*le Centre Hospitalier*" est utilisé.

## **1.2 - Décomposition du contrat**

Les prestations sont réparties en 225 lot(s), dont le détail est présenté en annexe 1 au CCTP Catalogue des besoins.

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique, à l'exception des lots 210, 211, 219, 220, 221, 222 et 223 qui sont attribués à un minimum de 1 opérateur économique et un maximum de 9, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Il est entendu que l'attribution d'un marché subséquent ne donne pas nécessairement lieu à remise en concurrence, lorsqu'il apparaît que, pour des raisons techniques, ce marché ne peut plus être confié qu'à un opérateur économique déterminé conformément aux dispositions de l'article R2162-10 du Code de la commande publique.

## **1.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-7, R. 2162-12 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le Centre Hospitalier dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Par exception toutefois, les lots 210, 211, 219, 220, 221, 222 et 223 sont exécutés via la passation de marchés subséquents, dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du Code de la commande publique.

Chaque accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique, à l'exception des lots 210, 211, 219, 220, 221, 222 et 223 qui sont attribués à un minimum de 1 opérateur économique et un maximum de 9, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

## **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les commandes sont transmises par tout moyen écrit, y compris dématérialisé, permettant d'attester une date certaine, et notamment par télécopie ou via EDI (Echange de Données Informatisé). A ce titre le Titulaire s'engage, si cela n'est pas déjà fait, à prendre les mesures nécessaires sur simple demande du Centre Hospitalier pour favoriser la mise en place d'un système de passation des commandes par EDI, sans frais supplémentaires pour le Centre Hospitalier, de quelque nature que ce soit.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- Le délai ou la date de livraison, fixé dans les conditions de l'accord-cadre
- le montant du bon de commande ;
- La quantité commandée selon les unités fixées par l'accord-cadre
- les lieux de livraison des prestations ;

Seuls les bons de commande signés par la personne habilitée du Centre Hospitalier ou du Groupe Hospitalier sont honorés par le ou les Titulaire(s).

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : A. Bordereau des Prix Unitaires (BPU), compris liste tarifaire détaillée de la gamme proposée par le Titulaire dans son BPU - B. Remises
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes : 1. Prestations fournisseur
- 2. Renseignements fournisseur - 3. Comptables assignataires et informations Chorus - 4. Contrat de mise en dépôt - 4 bis. Annexe au contrat de mise en dépôt - 5 Conditions de livraison particulières - 6 Convention de mise à disposition
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes : 1. Catalogue des besoins - 2. Tableau des quantités
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009
- Les sections et rubriques du catalogue tarifaire du Titulaire, strictement afférentes aux produits de même nature que ceux objet du présent accord-cadre
- Les photos, iconographies et spécimens remis par le Titulaire à l'appui de son offre.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives du CHU de Lille ou du Centre Hospitalier, font seuls foi.

## 3 - Durée et délais d'exécution

### 3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter du 01/01/2021, ou de sa date de notification si elle est postérieure, jusqu'au 31/12/2022.

Par exception toutefois :

- > Le Centre Hospitalier d'Armentières intègre l'accord cadre, pour les lots 15, 16 ,45, 46, 61, 85, 86, 90, 97, 153, 154, 170 à 175 à compter du 01/12/2022,
- > Le GH Seclin Carvin intègre l'accord-cadre, pour les lots 3, 4 ,23, 30, 31, 35, 37, 38, 66, 72, 73, 81, 115, 117, 139, 143, 162, 218 à compter du 01/03/2022.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix de l'accord-cadre sont exprimés en euros, remise(s) déduite(s) :

-> sauf pour les prix fixés au(x) catalogue(s) du Titulaire contractualisé(s) dans les conditions fixées ci-avant le cas échéant, qui sont exprimés sous forme d'un tarif public auquel est éventuellement appliqué le ou les taux de remise proposé(s) par le Titulaire,  
-> sauf pour les prix des références objet des lots de prothèses sur mesure (219,220,221,222,223) et les lots de prothèses de reconstruction (210 et 211) qui sont exprimés sous la forme d'un taux de remise applicable à la gamme de produits proposée par le Titulaire.

Quelle que soit leur forme, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations telles que fixées au présent accord-cadre, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les prix TTC sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Ils comprennent ainsi notamment les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance ainsi que, pour toute commande supérieure à un montant égal à 50,00 € HT additionné aux frais de port HT fixés par le Titulaire à l'appui de son offre, ceux afférents au transport jusqu'au lieu de livraison des fournitures ou d'exécution de la prestation.

A ce titre, pour toute commande inférieure à un montant égal à 50 € HT + les frais de port HT, les frais de port fixés par le Titulaire à l'appui de son offre s'appliquent selon la règle suivante :

-> En dessous de 50,00 € HT, les frais de port HT sont appliqués dans leur intégralité,  
-> Au dessus de 50,00 € HT, les frais de port HT sont appliqués selon la formule suivante :  $(50 + F) - C$ , dans laquelle :

- F est le montant des frais de port fixé par le Titulaire,
- C est le montant total de la commande considérée, hors frais de port.

Les frais de port n'excèdent toutefois, en aucun cas, 30,00 € HT par commande.

-> Tarifs promotionnels :

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier le Centre Hospitalier de toutes les éventuelles promotions ou rabais qu'il réaliserait sur les produits retenus dans le cadre du présent accord-cadre, si ces promotions ou rabais ont pour conséquence la diminution de l'un quelconque des prix qui y sont repris.

Il produit pour cela un écrit, adressé au Centre Hospitalier par tout moyen permettant d'attester une date certaine, dans les délais les plus brefs. Cet écrit précise la ou les références concernées par la remise promotionnelle, sa durée de validité et son montant. La baisse des prix ainsi établie s'applique à l'ensemble des bons de commande passés pendant la période de validité de la remise, pour chacune des références concernées, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant, et indépendamment de la date de livraison et/ou d'admission des produits.

La facture intégrant des prix promotionnels, proposés dans les conditions fixées au présent article, fait expressément référence auxdits prix promotionnels.

A l'expiration de la période de validité de la remise, les prix antérieurs de l'accord-cadre sont à nouveau en vigueur.

-> Marchés subséquents :

Les taux de remise de référence retenus dans le cadre de ceux des accords-cadres exécutés via la

passation de marchés subséquents sont des taux minimums. Lors de la remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, les taux de remise proposés pour le marché subséquent ne peuvent ainsi être inférieurs aux taux de remise initialement proposés à l'accord-cadre.

A chaque survenance d'un besoin, le Centre Hospitalier transmet par tout moyen écrit, y compris dématérialisé, son besoin précis soit:

- au seul titulaire de l'accord-cadre en capacité de répondre au besoin, dans les conditions de l'article R2162-10 précité.
- à l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre.

L'offre est transmise dans un délai fixé d'un commun accord avec le(s) Titulaire(s) ou, à défaut, dans un délai minimal de 5 jours ouvrés à compter de la transmission de son besoin précis par le Centre Hospitalier au(x) Titulaire(s). Elle lie le Titulaire pendant une durée minimale de 15 jours. Les offres sont alors comparées sur le critère unique du prix consenti pour l'exécution du marché subséquent.

Lorsque le Centre Hospitalier a fait son choix, il en informe l'ensemble des titulaires ayant remis une offre.

-> Remise sur chiffre d'affaires :

L'application du ou des taux de remise prévu(s), le cas échéant, en annexe B à l'acte d'engagement s'effectue à l'expiration de chaque période d'exécution de 12 mois de l'accord-cadre. La durée de chaque période est entendue sur 12 mois glissants, c'est-à-dire qu'une même période de 12 mois peut s'étaler sur deux années civiles distinctes.

Dans le cas où l'accord-cadre s'achève avant l'expiration de la période en cours, et quel qu'en soit le motif, les stipulations de la présente clause demeurent pleinement applicables, le calcul du chiffre d'affaires réalisé s'effectuant alors sur une période allant du lendemain du jour d'achèvement de la période précédente au jour d'achèvement de l'accord-cadre.

Le calcul du chiffre d'affaires sur la période considérée intègre le montant HT, après application de la clause de variation des prix le cas échéant, de l'ensemble des produits et prestations prévues à l'accord-cadre pour lesquelles un bon de commande a été transmis au Titulaire au plus tard au jour d'achèvement de la période considérée, et ce pour l'ensemble des établissements qui en bénéficient. Dans le cas où plusieurs lots ont été notifiés au Titulaire, le montant du chiffre d'affaires à prendre en compte est celui qui résulte de l'addition des montants ainsi obtenus pour chacun des lots.

Le chiffre d'affaires arrêté dans ces conditions permet d'identifier le taux de remise applicable conformément aux stipulations de l'annexe B à l'acte d'engagement. Ce taux est ensuite appliqué au chiffre d'affaires arrêté dans les conditions du présent article. Le montant de la remise ainsi calculée est alors transmis au CHU de Lille, par tout moyen écrit y compris dématérialisé permettant d'attester une date certaine, dans un délai maximal de 3 mois à compter du jour d'achèvement de chaque période, dans un état qui fait clairement apparaître pour la période en cause :

- Le numéro du marché et la période prise en considération,
- Le montant des commandes conclu par chaque établissement,
- Le montant total des commandes conclues par l'ensemble des établissements, le taux de remise applicable en conséquence et le montant de la remise ainsi obtenue,
- La ventilation de ce montant pour chaque établissement bénéficiaire, au prorata du volume de commande conclu par chacun d'entre eux. A titre d'exemple, un établissement dont le volume de commande représente 14,50 % du volume total de commande bénéficiera ainsi de 14,50 % du montant de la remise calculée.

Le CHU de Lille dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de cet état pour le valider. A l'issue de ce délai, dans le silence du CHU de Lille, il est réputé tacitement validé. A défaut de communication de cet état par le Titulaire dans le délai de trois mois susvisé, le CHU de Lille arrête lui-même un état présentant les mêmes informations, qu'il soumet au Titulaire. Ce dernier dispose à son tour d'un délai d'un mois pour le valider. S'il le conteste, il produit au CHU de Lille un état rectificatif présentant les mêmes informations, en produisant à son appui tout document à même de justifier des

écarts rectifiés. A défaut, ou dans son silence, l'état initialement présenté par le CHU de Lille est réputé tacitement validé.

Sur la base de l'état ainsi validé, chaque Centre Hospitalier bénéficiaire de l'accord-cadre gère directement avec le Titulaire les modalités de versement de cette remise, laquelle ne peut être versée que sous l'une ou l'autre des formes suivantes :

- Avoir,
- Titre de recette,
- Fourniture gracieuse de l'une ou l'autre des références objet de l'accord-cadre. L'attention du Titulaire est à ce titre attirée sur le fait que le versement de la remise dont bénéficie un établissement sous forme de produits, de prestations ou d'avantages non expressément prévus à l'accord-cadre, c'est-à-dire non référencés au bordereau des prix unitaires annexés à l'acte d'engagement, est strictement interdit.

Le choix de l'une ou l'autre de ces formes relève de la responsabilité de chaque Centre Hospitalier.

-> Variation des prix pour les fournitures soumis à une tarification réglementée :

Les prix des dispositifs médicaux implantables inscrits au titre III de la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) prévue à l'article L.165-1 du code de la sécurité sociale ne pourront pas être supérieurs aux prix maxima fixés par arrêté ministériel ou constatés par avis ministériel. Les prix de ces dispositifs peuvent être modifiés par application d'un arrêté ministériel relatif à la fixation des prix maxima de vente de certains produits et prestations inscrits au titre III de la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) prévue à l'article L.165-1 du code de la sécurité sociale :

Si le prix fixé par arrêté est modifié à la baisse ou à la hausse dans la limite de l'arrêté, un ajustement sera effectué sur la base du % de remise accordé à l'appui de l'offre. Le titulaire adressera proposition de nouveau prix.

Il est impératif que le titulaire reprenne toutes les indications de références, à savoir :

- La référence
- Le numéro de lot
- Le libellé du produit tels qu'indiqué en annexe au CCTP,
- Les références du produit proposées par le titulaire.

Cette révision est faite par application de la formule suivante :

APR = Ancien prix réglementé  
PØ = Prix de l'offre initiale  
N PR = Nouveau prix réglementé  
N P = Prix révisé

$$N P = N PR - [N PR ((APR - PØ)/APR)]$$

La révision entre en vigueur à compter de la date mentionnée par l'arrêté (ou à compter de la date de parution de l'arrêté si aucune date d'entrée en vigueur n'est précisée).

## **4.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.



## 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6 - Avance

### 6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

### 6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 7 - Modalités de règlement des comptes

### 7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### 7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### 7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

#### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

Les fournitures livrées par le Titulaire sont de qualité identique à celle des spécimens fournis, le cas échéant, par le Titulaire à l'appui de son offre. Il en va de même s'agissant des fournitures de substitution livrées en application du présent CCAP. Le Titulaire respecte en conséquence, notamment, la référence, la composition, le conditionnement du produit, ainsi que, le cas échéant, le délai maximal de livraison fixé à l'appui de son offre.

#### -> Documents à produire :

Chaque livraison est accompagnée d'un bordereau de livraison, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant a minima :

- le nom du Titulaire,
- la date de livraison,
- l'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- la quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- la référence du bon de commande,
- le lieu de livraison,
- le numéro de lot ou de série, si possible,
- le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Le Titulaire veille au respect des exigences décrites dans les dispositions du CCTP et se doit d'informer le Centre Hospitalier de toute difficulté de mise en oeuvre par lui-même ou ses mandataires (transporteur).

#### -> Responsabilité du Titulaire :

En application de l'article 19.3 du CCAG FCS, le transport, le conditionnement, le chargement, l'arrimage

et le déchargement de la totalité des fournitures aux emplacements spécifiés par le Centre Hospitalier s'effectuent sous la responsabilité du Titulaire.

La manutention relative à la fourniture des produits est réalisée jusqu'au point de déchargement à l'intérieur du site du Centre Hospitalier, le cas échéant. Le Titulaire ou le transporteur missionné par lui effectue à ce titre les livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans l'établissement, dont le Titulaire reconnaît avoir connaissance des éventuelles contraintes de circulation.

En cas de barrières de dégel, le Titulaire prend toutes les dispositions nécessaires à l'obtention des autorisations de circulation. Tout dégât occasionné lors de la livraison, non imputable au Centre Hospitalier ou à un tiers, est à la charge du Titulaire.

-> Délai de livraison :

Les livraisons s'effectuent dans le délai fixé par le Titulaire à l'appui de son offre, si ce dernier lui a été demandé en annexe "Prestations fournisseur" ou, à défaut, dans le délai indiqué sur le bon de commande, dans la limite toutefois d'un délai maximal de livraison de 7 jours ouvrés. En cas de livraison urgente, si cette même annexe à l'acte d'engagement le prévoit, le Centre Hospitalier peut passer une commande avec un délai de livraison de 24 ou 48h00, selon les modalités fixées dans ladite annexe.

-> Délai de péremption :

Le délai de livraison des articles livrés est compatible avec les modalités de gestion de ces articles. La durée de validité des produits est en conséquence :

- égale ou supérieure au 2/3 de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à 1 an,
- d'au moins 1 an pour les autres.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du Centre Hospitalier.

-> Clause de reprise :

Les reprises de stock sur demande du Centre Hospitalier sont à la charge de ce dernier lorsqu'elles ne font pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit à son étiquetage, à son adressage, à un évènement lié à l'obligation de vigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du Titulaire.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à sa charge exclusive.

Si les produits sont destinés à la destruction, le Titulaire pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport depuis le site du Centre Hospitalier.

## **9 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS.

Pour les lots faisant l'objet de la mise à disposition d'un équipement, sa mise en service fait le cas échéant l'objet de mesures de vérifications distinctes, réalisées sauf stipulation contraire de l'accord-cadre dans un délai de 15 jours à compter de sa date de livraison ou d'installation.

Les vérifications seront effectuées par le représentant habilité du Centre Hospitalier.

## **9.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le Centre Hospitalier prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

-> Non-respect des quantités :

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le Centre Hospitalier peut mettre en demeure le Titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'accord-cadre :

- de reprendre l'excédent en cas de dépassement de la quantité commandée
- de compléter la livraison dans le cas contraire.

-> Non-respect de la qualité :

Lorsqu'il est constaté que le conditionnement est détérioré ou que, de manière générale, les exigences de qualité prévues au cahier des charges ne sont pas respectées, la livraison peut être refusée.

En particulier, le produit livré ne pourra être de qualité inférieure à celle du spécimen remis à l'appui de l'offre.

Dans ce cas, le Titulaire est tenu de remplacer à ses frais l'ensemble des produits de même nature livrés à cette date, et ce sans préjudice de l'application des pénalités prévues à l'accord-cadre.

## **10 - Garantie des prestations**

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception, ou pendant le délai défini par les autorités sanitaires après implantation pour les DMI.

## **11 - Pénalités**

### **11.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai de livraison prévu est dépassé du fait du Titulaire, il encourt une pénalité fixée à 1/100 de la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable, par jour calendaire de retard au-delà du délai de livraison prévu.

Dans le cas où le préavis de deux jours ouvrés visé à l'article 15 du présent CCAP pour information du Centre Hospitalier de l'incapacité du Titulaire à honorer la commande dans le délai prévu n'a pas été respectée, la pénalité n'est plus de 1/100 mais de 1/50.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

## **12 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **13 - Résiliation du contrat**

### **13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **15 - Clauses complémentaires**

-> Exécution aux frais et risques :

Si le Titulaire n'est pas ou plus en mesure de livrer les produits commandés, il en avise le Centre Hospitalier dans les plus brefs délais, par tout moyen écrit permettant d'attester une date certaine, y compris dématérialisé, au(x) point(s) de contact habituel(s) du Titulaire au sein de la Pharmacie du Centre Hospitalier

Sous réserve d'avoir pu en informer le Centre Hospitalier au plus tard deux jours ouvrés avant le début de l'incapacité, le droit de substitution est maintenu au bénéfice de ce dernier, mais le Titulaire est exonéré de la pénalité aggravée prévue en cas de non-respect du délai de livraison.

Le Titulaire est, en toute hypothèse, réputé avoir manifesté son incapacité à procéder à la livraison lorsqu'il n'a pas livré les produits commandés à l'expiration du délai de livraison fixé.

Le Centre Hospitalier se réserve alors le droit, soit :

- de maintenir, dans son silence, la commande, sans que cette décision tacite n'exonère le Titulaire des pénalités prévues à l'accord-cadre,
- de s'approvisionner auprès d'un tiers, aux frais et risques du Titulaire défaillant, sans que le Centre Hospitalier ne soit tenu de notifier cette décision au Titulaire ou de procéder à quelque mise en demeure que ce soit. Dans le cas où les prix proposés par le fournisseur de substitution sont supérieurs aux prix de l'accord-cadre, le surcoût ainsi supporté par le Centre Hospitalier est mis à la charge du Titulaire. Dans le cas où ces prix sont inférieurs à ceux de l'accord-cadre, la différence ne bénéficie aucunement au Titulaire.

En toute hypothèse, en cas de retrait de produits ou de lots à l'initiative du Titulaire ou de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM), le Centre Hospitalier est libre, sans qu'aucune démarche particulière de sa part ne soit nécessaire, de s'approvisionner auprès d'un tiers dans les conditions fixées au présent article.

-> Évolution technique ou technologique :

En cas d'évolution technique ou technologique survenant en cours d'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire peut, après accord du Centre Hospitalier, modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, par des prestations jugées plus performantes ou plus adaptées au besoin.

Le Titulaire produit pour cela au Centre Hospitalier un écrit, stipulant que la nouvelle technique ou technologie :

- Se substitue totalement ou partiellement à l'ancienne ;
- A un prix égal ou inférieur au prix fixé à l'accord-cadre pour la technique ou technologie antérieure.

Le Centre Hospitalier n'est pas tenu d'accepter cette substitution. En cas d'acceptation :

- Soit le produit de substitution est proposé à un prix identique au produit qu'il remplace, et alors le Centre Hospitalier notifie son accord par écrit au Titulaire,
- Soit le produit de substitution est proposé à un prix inférieur au produit qu'il remplace, et alors l'accord du Centre Hospitalier est constaté par un avenant conclu entre le Titulaire et le CHU de Lille.

-> Changement de référence, d'étiquetage ou de conditionnement

Le Titulaire respecte tout au long de l'accord-cadre les références, marques, étiquetages et conditionnement des produits objet de l'accord-cadre, tels que présentés à l'appui de son offre et acceptés lors de la notification de l'accord-cadre.

En cas de modification de l'une ou l'autre de ces spécifications, le Titulaire en informe le Centre Hospitalier, par écrit, afin d'obtenir son accord. L'accord du Centre Hospitalier est constaté par écrit.

En cas de refus, le Centre Hospitalier informe le Titulaire, par écrit, des raisons ayant motivé cette décision. Le Titulaire demeure alors engagé sur la fourniture, dans les conditions prévues à l'accord-cadre, du produit considéré dans les conditions initialement prévues ou antérieures aux modifications déjà acceptées précédemment.

-> Arrêt temporaire de distribution d'un produit

En cas d'arrêt temporaire de distribution d'un produit, le Titulaire peut proposer au Centre Hospitalier un produit de remplacement, de qualité au moins équivalente au produit dont la distribution est

interrompue, et à un prix égal ou inférieur au produit substitué.

Il adresse cette proposition au Centre Hospitalier par écrit, en y indiquant clairement la date de début et la date de fin, à titre prévisionnel le cas échéant, de cette substitution.

Cette proposition ne lie en aucun cas le Centre Hospitalier, qui peut l'accepter ou la refuser. Cette faculté est qui plus offerte au Titulaire sans préjudice, le cas échéant, de l'application des stipulations de l'article "Constatation de l'exécution des prestations".

Dans le cas où cet arrêt deviendrait, finalement, définitif, les stipulations de l'article "Résiliation du contrat" sont applicables.

-> Arrêt définitif de distribution d'un produit

En cas d'arrêt de distribution d'un produit, le Titulaire propose par écrit et à l'appui de la documentation pertinente (fiches techniques, échantillons, etc.), à un prix égal ou inférieur au prix fixé à l'accord-cadre pour le produit dont la distribution est arrêtée, un produit au moins équivalent.

Le Centre Hospitalier n'est pas tenu d'accepter cette substitution. En cas d'acceptation :

- Soit le produit de substitution est proposé à un prix identique au produit qu'il remplace, et alors le Centre Hospitalier notifie son accord par écrit au Titulaire,
- Soit le produit de substitution est proposé à un prix inférieur au produit qu'il remplace, et alors l'accord du Centre Hospitalier est constaté par un avenant conclu entre le Titulaire et le CHU de Lille.

En cas de refus, le Centre Hospitalier informe le Titulaire, par écrit, des raisons ayant motivé cette décision. Le Titulaire propose, en conséquence, plusieurs produits ou solutions de substitution pour assurer la continuité de l'approvisionnement du Centre Hospitalier, le temps nécessaire le cas échéant à la désignation, par le CHU de Lille, d'un fournisseur de substitution. En ce cas, le retrait du produit considéré du présent accord-cadre fait l'objet d'un avenant.

## **16 - Dérogations**

- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services